

RENÉ RÉMOND

## *L'arme de la morale en République*

De son enfantement difficile à sa disparition dans le désastre qui foudroya ses armées, la République, troisième du nom, n'a cessé d'entretenir des relations ambiguës et relativement étroites avec la morale. Ses fondateurs eurent l'ambition sincère d'instaurer une nouvelle morale plus conforme à l'esprit moderne et leur projet politique puisa une part de son inspiration dans l'intention de moraliser le civisme. Ses adversaires de droite la soupçonnèrent de vouloir ruiner la morale traditionnelle et l'accusèrent de subvertir les valeurs hors desquelles il ne saurait y avoir ni société stable ni régime légitime. Ses critiques de gauche lui opposèrent un autre idéal d'éducation morale, celui qui faisait l'honneur du mouvement ouvrier. Tantôt comme objectif qui conférait sa dignité à l'action politique et sa noblesse à la République, tantôt maniée comme une arme entre les mains de ses ennemis, prompts à prendre argument de ses défaillances et de la discordance entre la noblesse des fins et la vilénie de certains comportements, pour exploiter tous les scandales qui scandèrent l'histoire tumultueuse des relations entre le régime et l'opinion, la morale a joué un rôle souvent déterminant tout au long de ces soixante-dix ans.

Une exigence d'ordre moral a présidé à la naissance du régime. Dans le rejet de l'Empire, presque autant que le patriotisme ulcéré par la défaite et qui prononce la déchéance d'un pouvoir assez léger pour avoir engagé la France dans une aventure guerrière sans l'y avoir préparée, et que le ressentiment des oppositions républicaine, libérale, monarchiste et catholique, brimées, persécutées, ou déçues

par sa politique, entre, pour une part qui n'est pas mineure, une réaction d'ordre moral. Si le régime de Napoléon III a perdu la guerre, ce n'est pas seulement par imprévoyance ou impéritie, c'est aussi qu'il a contrevenu à des règles morales. La défaite sanctionne la frivolité et l'immoralité de la fête impériale. On lui reproche tout ce qui fait l'envers du décor et est la contrepartie de la prospérité : la fièvre spéculative, les coups de bourse, l'enrichissement facile des « nababs », le scandale des expropriations immobilières, les « comptes fantastiques » de Haussmann dénoncés par Jules Favre, la ruine des petits épargnants grugés par des aigrefins. Droite et gauche condamnent ce règne de l'argent du même mouvement et pour les mêmes motifs, elles parlent toutes deux le langage de la rigueur morale, mais elles en tirent des conséquences différentes. La droite et les catholiques invitent la nation tout entière à se repentir et à revenir à la pratique de la morale enseignée par l'Église. Les républicains ne tiennent pas le peuple pour coupable, ils ne pensent pas que l'Église n'ait aucune responsabilité dans le désastre et ils entendent fonder une nouvelle morale qui fera appel à la responsabilité personnelle.

La question religieuse, qui va être dès le lendemain de la défaite un enjeu majeur des controverses idéologiques et des luttes politiques et le restera plusieurs décennies, se double d'un conflit sur la morale. Les deux France s'accordent sur le caractère nécessaire d'un enseignement de la morale : la puissance publique a des responsabilités à cet égard et ne peut se désintéresser de l'éducation morale de l'enfance et de la jeunesse. Mais pour les droites et pour le peuple catholique il ne saurait y avoir d'autre morale que celle professée depuis des siècles : la vieille morale chrétienne, celle du Décalogue et de l'Église. Toute action qui tendrait, volontairement ou inconsciemment, à affaiblir l'autorité de l'Église et contesterait son enseignement ébranlerait les fondements de la société et travaillerait à dissoudre les liens sociaux. Il ne peut y avoir d'éducation de la conscience morale en dehors d'une référence explicite à la transcendance divine : toute morale qui ne prend pas appui sur la croyance en un Dieu juste qui récompense le bien et punit le mal est impuissante à éclairer les consciences et à régenter les conduites. La nature humaine étant blessée par le péché originel, la menace de l'enfer et l'évocation des fins dernières sont un adjuvant indispensable à l'enseignement du bien et à l'énoncé des commandements de Dieu. Cette conception de la morale et de ses relations avec la religion est sous-jacente au clivage droite-gauche ; elle est une composante de l'opposition de la droite à la République. La dénonciation des risques que les républicains font courir à la morale en com-

battant l'Eglise et en travaillant à soustraire à son influence les conduites privées et les comportements collectifs est une de ses armes les plus usitées.

Les républicains ne remettent pourtant pas en question les grands principes de la morale traditionnelle, mais ils ne pensent pas que ceux-ci doivent nécessairement emprunter leur légitimation à la croyance en Dieu et moins encore à l'autorité de l'Eglise. Nourris de Kant et de Comte, ils jugent que suffit la validation par l'adhésion de la conscience universelle. Loin de fortifier la conscience, l'enseignement de l'Eglise la pervertit et l'expérience a fait selon eux la preuve de sa nocivité. L'influence du catholicisme ultramontain n'est pas innocente dans la défaite de la France : il n'a pas formé des intelligences préparées à se servir de leur raison, ni des citoyens capables d'initiative responsable : en privilégiant les vertus d'obéissance et de soumission, en prêchant la défiance à l'égard de la raison, l'éducation religieuse a émasculé les Français. Le bien de la patrie comme l'intérêt de la République et le respect des libertés individuelles appellent une autre éducation morale, qui suscite l'initiative, qui éduque le raisonnement critique.

La divergence entre ces deux conceptions éclate dans l'épisode qui porte dans notre histoire le nom d'Ordre moral et qui l'a avivée. Quand les droites mettent fin à la présidence de Thiers en mai 1873 par peur du radicalisme, dont elles craignent qu'il ne fraie l'accès au pouvoir par sa complaisance pour les républicains, elles entendent restaurer les valeurs auxquelles elles sont attachées et dont elles croient que dépend la stabilité sociale. Leur politique se traduit par un ensemble de mesures de compression et de répression où se mêlent inextricablement morale et politique ; fermeture des cabarets dénoncés comme des foyers d'opposition politique et des lieux d'immoralité où l'ivrognerie conduit à la débauche, dispositions limitant la publicité des enterrements civils, révocation d'instituteurs, suspension de journaux. La morale sort discréditée aux yeux des républicains de cette confusion avec des visées politiques réactionnaires. Quatre ans plus tard, la crise du 16 mai 1877 provoque une rechute d'ordre moral qui tournera à la confusion de la droite. L'appellation d'ordre moral gardera jusqu'à nous de ces deux malheureuses tentatives une connotation qui la compromet pour tout esprit attaché à la liberté de pensée et à l'autonomie des consciences.

La fondation d'un enseignement public, généralisé par l'obligation et la gratuité, laïque dans son contenu comme par ses maîtres, est une pièce maîtresse du programme républicain et sa réalisation occupe une place de choix dans la politique du parti dès son arrivée

au pouvoir en 1879. Cet enseignement comporte une instruction morale et civique dont les préceptes ne sont pas contraires à ceux de l'éducation religieuse. Les manuels dispensent d'excellents conseils sur l'honnêteté, le respect du bien d'autrui, la valeur du travail, les égards à témoigner aux vieillards. Un livre qui eut des millions de lecteurs comme *Le tour de France par deux enfants* distille au long des chapitres exemples et recommandations. L'école républicaine s'érige en autorité morale autonome ; le maître d'école remplace le prêtre comme officier de morale publique. Le conflit entre l'instituteur et le curé, ces deux figures emblématiques, illustre le conflit entre les deux morales. L'intention morale a bien été une composante essentielle de l'instauration de la République et la noble ambition des républicains.

Les adversaires de la République retourneront contre elle l'intention morale qui deviendra entre leurs mains une arme redoutable. Par une loi à laquelle on ne connaît guère d'exception, l'application du programme ne répondra qu'imparfaitement aux espérances ; l'occupation prolongée du pouvoir accuse un divorce croissant entre les intentions affichées et la pratique, entre l'idéalisme généreux du temps de l'opposition et la politique quotidienne. Quelques années suffirent pour qu'à l'épreuve du pouvoir plus d'un politique succombe aux tentations qu'il condamnait dans le personnel impérial : la divulgation de certains trafics d'influence, le soupçon de prévarication, amplifiés par une presse qui connaît alors une expansion foudroyante, nourrissent des campagnes qui visent à susciter dans l'opinion un mouvement d'indignation morale contre l'immoralité des politiques. Le mot d'ordre du boulangisme « A bas les voleurs » est significatif : plus encore que sur un programme proprement politique, une réforme des institutions, le mouvement fait appel au sentiment moral : il provoque un réflexe d'indignation des « honnêtes gens » contre la corruption des politiques. La crise boulangiste n'est que le premier acte d'une longue série qui se poursuivra jusqu'à la fin de la III<sup>e</sup> République. Phénomène récurrent, le scandale politique a ses racines au moins autant dans une référence morale que dans les désaccords politiques. Le mécanisme qui est au principe de ces scandales est invariable : il associe trois éléments. Des interférences, délicieuses ou douteuses, entre le pouvoir et l'argent : des députés, des ministres parfois, qui se laissent acheter par des puissances financières : la Compagnie universelle de Panama a obtenu ainsi l'autorisation d'émettre des emprunts ; des parlementaires usent de leur influence pour couvrir les agissements d'escrocs (affaires Rochette ou Stavisky). Second ingrédient du scandale : la presse, qui révèle ces

turpitudes et livre en pâture à l'opinion le nom des coupables ou des suspects. Troisième étage de la fusée : l'exploitation par l'opposition de droite ou d'extrême droite, qui insinue que tout le personnel républicain est corrompu : du pamphlet de Barrès, *Leurs figures*, à la campagne de *L'Action française* en janvier 1934 à propos de l'affaire Stavisky, la stratégie n'a pas varié et les ressorts sont identiques. De bout en bout une revendication de moralité est l'arme de l'opposition contre la République et les républicains. Une arme efficace : la plupart de ceux qui descendent dans la rue au soir du 6 février 1934, à l'appel des ligues, pour manifester contre le Gouvernement ne sont pas des factieux qui rêvent d'abattre le régime ; c'est une foule de simples citoyens, de « braves gens », révoltés par ce qu'ils ont entendu dire de ceux qui les gouvernent et qui veulent chasser les voleurs. On observera que ce sursaut moral ne concerne généralement que les rapports des hommes politiques avec l'argent, presque jamais leur vie privée et ce qu'on appelle les mœurs. Ce respect de la frontière entre l'homme public et l'homme privé, qui n'est que rarement transgressée, établit une différence marquée entre notre société politique et d'autres sociétés démocratiques plus puritaines qui exigent que la conduite privée de leurs dirigeants soit irréprochable, en particulier pour la fidélité conjugale. La morale politique en France se juge à l'honnêteté financière et à la séparation du pouvoir et de l'argent.

La droite qui n'a pas accepté la République et la droite extrême qui combat le régime ne sont pas seules à exploiter le thème polémique de la contradiction entre la générosité des intentions affichées, la grandeur des ambitions et la médiocrité des comportements et à s'en servir comme d'une arme. C'est le fait aussi d'hommes et de courants qui ont accepté le fait démocratique et dont certains ont le culte de la République. Quelques-uns sont même poussés par la déception à plus de sévérité que les adversaires-nés : la désillusion est d'autant plus vive et la condamnation d'autant plus impitoyable qu'ils ont le sentiment d'une trahison de l'idéal qui avait suscité leur adhésion et auquel ils avaient voué leur existence. C'est le cas de Péguy dénonçant après l'affaire Dreyfus le dévoiement de la mystique en politique. Réaction éminemment morale d'un homme dont l'inspiration est essentiellement morale et à qui on prête l'affirmation que la révolution sera morale ou ne sera pas. De fait l'Affaire, qui eut de telles conséquences politiques, avait une dimension que nous dirions aujourd'hui éthique, autant qu'idéologique. La chose est patente à gauche, dans le camp révisionniste : si tant d'intellectuels se sont engagés dans le combat pour Dreyfus, c'est parce qu'ils jugeaient

bafouées des valeurs morales : la justice en premier lieu. Ils militent pour la restauration de ces valeurs, la réhabilitation du juste calomnié et injustement condamné. Ce que Péguy ne pardonna pas à ses anciens amis, à ses compagnons d'armes dans le combat pour Dreyfus, c'est d'avoir ensuite tiré profit de leur victoire et d'avoir dénaturé la lutte généreuse et désintéressée en moyen de conquérir des places. C'est la réitération de la trajectoire par laquelle les républicains qui aspiraient à fonder une République pure étaient devenus, vingt ans plus tard, les ministres d'une République opportuniste impliqués à leur tour dans des affaires d'argent. Les mobiles d'ordre moral ne sont pas absents non plus des motivations d'une partie de ceux qui s'opposent à droite à la révision, au nom d'une morale qui subordonne l'individu et ses droits à des valeurs supérieures, autorité, tradition, salut de la patrie.

La référence à de grands principes éthiques, le rêve de fonder un ordre moral (sans la connotation négative que les circonstances et la polémique ont associée à cette expression depuis les années 1870) sont présents aussi dans des courants de pensée, des écoles, des forces sociales et politiques plus avancés que le parti républicain, qui se proposent de renverser la société bourgeoise parce qu'elle est immorale et de lui substituer un ordre plus juste et plus moral. L'exigence morale est au cœur de la revendication sociale du mouvement ouvrier : elle inspire la volonté de changement au moins autant que l'aspiration d'essence plus intellectuelle à substituer un ordre rationnel au désordre de l'économie capitaliste. Toute une tradition du mouvement ouvrier au XIX<sup>e</sup> siècle, illustrée par des penseurs à la suite de Proudhon, et honorée par de nombreux militants, se définit par une exigence proprement morale. Sa critique de la société bourgeoise en dénonce l'égoïsme, la cupidité prête à sacrifier les hommes au gain, l'appétit du lucre, pour parler le langage du temps, nous dirions aujourd'hui la recherche du profit : autant de thèmes sécularisés de la vieille dénonciation par l'Église de la libido *possidendi*. Une élite ouvrière aspire à fonder une société libérée de la tyrannie de l'argent et qui pourra pratiquer la vertu. Pour y parvenir le mouvement ouvrier compte sur l'éducation de l'esprit et du caractère : il fait appel à la générosité, à la solidarité, revendiquées comme des valeurs authentiquement ouvrières. Il répudie le cynisme, le machiavélisme, le matérialisme. Cette tradition se retrouve et s'épanouit dans une certaine façon de concevoir le socialisme qui n'est pas seulement un autre mode d'organisation de la production et des rapports sociaux, mais une éthique et même un humanisme. Jean Jaurès d'abord, Léon Blum ensuite ont donné

à cette interprétation du socialisme son expression la plus raisonnée et la plus haute. Il est un progrès de la conscience universelle.

La morale qui a été une arme dans ce combat contre l'ordre bourgeois a parfois été retournée contre le socialisme comme jadis elle avait servi contre les républicains en vertu de la même logique plus sévère pour tout mouvement qui mise sur l'aspiration éthique que pour ceux que n'anime pas pareille ambition : le contraste entre les objectifs annoncés et les compromissions auxquelles contraint l'exercice du pouvoir fournit aux adversaires qui n'avaient pas une aussi noble ambition un thème favori dont les effets sont ravageurs. Le contraste déçoit ceux qui avaient mis trop d'espoir dans la conquête du pouvoir et en attendaient une transformation décisive. C'est une des causes de l'amertume des socialistes après chaque période d'occupation du pouvoir : après le gouvernement Mollet qui suscita un ressentiment durable chez les militants, et plus récemment, après dix ans de gouvernement socialiste. La déception d'ordre moral est une des composantes de ce désenchantement.

Avec l'avènement d'un parti communiste en 1920, la relation entre la morale et l'action politique a connu un nouvel avatar. Le communisme a recueilli en partie l'héritage de la morale ouvrière. Il reprend à son compte la critique de la société bourgeoise et de son immoralisme intrinsèque. Il partage l'espoir d'en affranchir l'humanité : en supprimant l'exploitation de l'homme par l'homme, en mettant fin à la lutte des classes, le prolétariat fera disparaître toutes les tares morales qui étaient le produit du capitalisme et naîtra un homme nouveau qui ne connaîtra plus les mauvais sentiments auxquels le capitalisme condamnait les exploités du peuple et par ricochet les prolétaires. Pour lui aussi la référence morale est une arme contre la République bourgeoise et sa presse en utilise toutes les ressources. A l'encontre de la polémique anticommuniste qui, confondant les plans, incrimine le matérialisme du Parti communiste, il exalte les vertus désintéressées : c'est à son tour de faire appel à la générosité, à la solidarité, et de porter au plus haut degré les vertus du militant. Aucune autre formation n'a suscité autant de dévouements. Ses exigences morales tournent en moralisme : il impose une certaine chasteté du langage et des sentiments, il condamne la licence et les désordres sexuels. Sous le règne de Maurice Thorez et de sa compagne Jeannette Vermeesch le parti adopte des positions que l'on peut dire puritaines.

Sur un point cependant, mais gros de conséquences, le Parti communiste s'écarte systématiquement de la ligne morale du mouvement ouvrier, du syndicalisme et du socialisme démocratique : il

s'affranchit de la morale si tel est l'intérêt du prolétariat, ou, pour parler plus exactement, le seul impératif moral, supérieur à tout, et qui justifie tous les comportements, est d'atteindre les objectifs qui permettront, avec la conquête du pouvoir, la transformation de la société. Tout est bon qui va en ce sens. C'est donc la subversion des valeurs, le renversement de la hiérarchie entre la fin et les moyens, la relativisation des règles morales qui composaient un fond commun à toutes les familles de pensée et sur lesquelles s'accordaient les deux morales qui s'étaient combattues, la morale chrétienne enseignée par l'Église, et la morale laïque dispensée par l'école. Confrontées à la démarche marxiste après la seconde guerre, et la querelle entre elles ayant perdu de son actualité et de sa virulence, elles devaient se découvrir plus proches qu'elles ne croyaient et puisant dans le même fonds de valeurs immémoriales.

Ainsi une exigence d'ordre moral a toujours été présente, visible ou discrète, explicite ou réservée, dans la vie de ce régime qui ne passe pourtant pas pour un parangon de moralité, une Salente républicaine. Plus ou moins vive, plus ou moins bien respectée selon les temps et surtout selon la position des acteurs par rapport au pouvoir. L'exigence de moralité peut s'affirmer sans entraves pour qui est éloigné du pouvoir puisqu'il n'a pas à arbitrer entre ses principes et les contraintes de l'action ; elle se fait plus discrète à mesure qu'on approche du pouvoir. Dans l'opposition la morale sert à deux fins : elle attire la sympathie et elle est une arme contre les occupants, toujours indignes, du pouvoir. L'exploitation sans scrupule par toutes les oppositions des faiblesses humaines, orchestrée par la stratégie et répercutée par la presse, n'a vraisemblablement pas été étrangère à l'image d'une III<sup>e</sup> République où les affaires et les scandales ont tenu beaucoup de place, mais qui n'était sûrement pas plus immorale que les régimes qui l'ont précédée et qui l'ont suivie.

RÉSUMÉ. — *Tantôt comme ambition qui donne son sens à la politique, tantôt comme une arme entre les mains des oppositions, la morale n'a cessé de jouer un rôle déterminant dans toute l'histoire de la III<sup>e</sup> République. Ses fondateurs avaient le projet d'instaurer une éducation morale du citoyen ; les adversaires ont exploité les contradictions entre les intentions et les comportements : à la racine des scandales il y a presque toujours une réaction d'ordre moral.*